

tingué du Barreau de Québec et autrefois procureur de la couronne pour la cité de Montréal. Il s'enrôla dans les forces expéditionnaires canadiennes en 1915 et obtint la croix militaire à Amiens tandis qu'il faisait partie du 13<sup>e</sup> Ecossais. . . Ce ne sont pas là les états de service d'un agitateur d'occasion acharné à détruire l'édifice social du Canada. Ce sont les états de service d'un citoyen canadien dont ce pays a tous les motifs d'être fier. Il a vécu toute sa vie dans la province de Québec et c'est à la lumière de cette carrière que sa thèse s'impose de façon particulière à notre attention.

Des articles de fond semblables ont été publiés dans presque tous les quotidiens importants de l'Ouest canadien. Je soutiens donc, monsieur l'Orateur, que cet acte du gouvernement Duplessis est un défi formel aux principes du libéralisme que professent les honorables députés qui siègent aux banquettes ministérielles. C'est encore plus que cela: c'est un défi formel lancé à notre démocratie et à l'unité nationale. Je soutiens de plus que le ministre de la Justice (M. Lapointe) ne saurait donner à notre plaidoyer qu'une seule réponse convenable, savoir, assurer une protection formelle à ceux qui ont été dépouillés de leurs droits élémentaires de citoyens, que leur garantit notre constitution.

M. J.-A. BRADETTE (Cochrane): Monsieur l'Orateur, à titre de représentant d'un comté de l'Ontario septentrional où nous avons dû parfois nous occuper de grèves et de conflits du travail, je dois dire dès le début que j'abhorre l'intolérance. J'ai écouté avec une vive attention les honorables préopinants, et je dois dire qu'à certains égards la loi du cadenas que l'on discute va trop loin et pas assez loin à d'autres.

Pour ma part, je ne tolérerai jamais le communisme et ce, pour une raison très simple. C'est une doctrine délétère qui répugne absolument à l'immense majorité des Canadiens et des Anglais. Inutile de nous leurrer sous prétexte que le communisme n'est autre chose qu'une doctrine politique; il est beaucoup plus que cela. Mon intention n'est pas d'analyser les ouvrages de Karl Marx ni l'application qu'en a faite la Révolution russe; je ne veux pas non plus discuter les causes de cette révolution. Si les chefs s'étaient alors contentés d'expérimenter ces théories chez eux, je ne trouverais pas à redire. Mais ils ont fait du communisme une religion. Ils ont résolu de répandre leur évangile dans toutes les parties du monde civilisé et ils ont des apôtres ici.

M. WOODSWORTH: Monsieur l'Orateur, il y a quelques instants, il a été question de moi. Je voudrais savoir si, oui ou non, cette allusion me vise également.

M. BRADETTE: Je siège à la Chambre depuis douze ans, monsieur l'Orateur, et je n'ai jamais fait d'allusion personnelle.

M. WOODSWORTH: Je suis heureux de l'apprendre.

M. BRADETTE: Je le répète, le communisme est un virus dont peut s'accommoder une faible minorité du peuple russe...

M. L'ORATEUR: Il est onze heures.

(A onze heures, la séance est levée d'office en conformité du règlement.)